

Belgique

Orateur : S.E.M. Vincent Mertens de Wilmars – Ambassadeur – Représentant Permanent

Rome, le 17 juin 2013

Discours prononcé par SE l'Ambassadeur Vincent Mertens de Wilmars à l'occasion de la Conférence FAO

Monsieur le Directeur-Général,
Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat,
Chers collègues,
Mesdames, messieurs,

C'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui à l'occasion de la 38^{ème} Conférence de la FAO. Cette conférence est une opportunité d'un échange constructif sur les projets et programmes communément mis en œuvre et les grands défis qui nous guident.

Nous vivons dans un monde en crise. Une crise sans précédent dont les effets se font sentir au niveau social, humanitaire, environnemental, économique et financier et, alimentaire: en effet, dans quelques décennies notre planète comptera plus de 9 milliards d'âmes qui tous devront être nourris.

Par son mandat, la FAO est une des organisations mondiales les mieux placées pour y contribuer et relever ce défi majeur pour le futur.

Suite à l'évaluation indépendante de 2007, la FAO s'est engagée dans la mise en œuvre d'un ambitieux programme de réformes, par l'adoption du Plan d'Action Immédiat.

Ces réformes se sont traduites par une réorientation des objectifs stratégiques de l'Organisation, plus en phase avec les défis actuels.

Ces réformes se sont également matérialisées par un renforcement de la gouvernance et une attention accrue pour améliorer l'efficacité et l'efficience de son action: les efforts réalisés en matière des ressources humaines - dont la politique doit être basée, avant toute autre considération, sur les concepts de la transparence, de la compétence et du mérite - ou de décentralisation en sont quelques illustrations concrètes. Il est maintenant important de « normaliser » le PIA dans le travail quotidien et je souhaite féliciter Monsieur Graziano da Silva pour ses efforts en la matière.

La Belgique souhaite accompagner la FAO dans cette réforme. Comme vous le savez, mon pays est un partenaire actif et de longue date et se réjouit que le montant de ses contributions volontaires fasse d'elle l'un des principaux bailleurs bilatéraux.

Mesdames, messieurs,

Comme beaucoup d'autres pays, la Belgique doit faire face aux effets de la crise financière: les récentes restrictions budgétaires ont eu une incidence sur la portée de notre coopération avec la FAO et en particulier en matière d'aide d'urgence. Nous espérons que ces mesures restent temporaires.

C'est dans ce contexte que mon pays demande à la FAO de tirer le meilleur parti de ses ressources et de ses moyens à sa disposition - et la position de mon pays à ce niveau est bien connue - dans une optique « value for money », axée sur les résultats et la durabilité.

C'est aussi dans cette perspective que mon pays a choisi d'utiliser des modalités financières plus flexibles qui doivent permettre à la FAO de travailler plus efficace à travers un engagement pluriannuel sous forme de contributions volontaires non affectées et une contribution au SFERA afin de permettre à la FAO de pouvoir répondre avec souplesse et rapidité aux crises humanitaires.

Ceci dit, mon pays s'attachera à respecter ses engagements internationaux, pris lors de la Conférence de Monterrey, en consacrant, à terme, 0,7% de son Revenu National Brut pour l'Aide Publique au Développement. La Belgique s'est également engagée à porter à 15%, en 2015, la part de son APD consacrée à l'agriculture. Il ne va sans dire que la Belgique accorde une importance primordiale à la dimension du genre, qui vise l'« empowerment » des femmes et l'égalité des hommes et des femmes dans la société.

Aussi, les contributions volontaires seront globalement maintenues à leur niveau passé pour la période 2013-2015, ceci correspond à un montant de plus de 9 millions d'EUR.

Tout ceci démontre la confiance que mon pays a dans votre Organisation et la volonté d'accompagnement dans le processus de sa transformation.

Mesdames, Messieurs,

Il y a un an, le Comité de Sécurité Alimentaire a adopté les Directives Volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers. Cette adoption signifia un premier grand succès pour le CSA et constitue une avancée considérable en ce qui concerne la protection des droits relatifs aux régimes fonciers. Aujourd'hui, la Belgique est fière de pouvoir contribuer à leur mise en œuvre.

Pour nourrir 9 milliards d'individus, il sera nécessaire, entre autres, d'investir massivement dans l'agriculture afin d'augmenter la productivité et donner l'accès aux moyens de production et aux marchés aux millions de petits agriculteurs qui sont à la base de la production agricole.

C'est dans ce contexte que l'appui aux organisations paysannes et l'agriculture familiale est importante.

Je soulèverai dans ce même contexte aussi l'importance de la collaboration et le partenariat avec le secteur privé et je tiens à saluer dans ce cadre les nouvelles stratégies de la FAO relatives au partenariat avec le secteur privé et le secteur civil.

Enfin, la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques continuent de recevoir une attention particulière de la Belgique. En effet, le respect de l'environnement, du climat et des ressources naturelles sont essentiels afin de promouvoir un développement durable.

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, l'architecture de la coopération est devenue de plus en plus complexe. La multiplicité des initiatives et des partenaires ainsi que le fait que les pays du Sud soient de plus en plus engagés à s'investir dans leur propre développement rendent la coordination, la recherche de synergies et de complémentarité entre les divers acteurs indispensable.

Dans ce cadre, je salue les efforts réalisés par les différentes Agences des Nations Unies, en particulier l'initiative « One-UN », sur le terrain et l'intégration des actions onusiennes dans les politiques gouvernementales.

Ici à Rome, je ne peux qu'encourager davantage la collaboration entre les Agences des Nations Unies.

De son côté, la coopération belge s'est engagé dans un processus ambitieux de restructuration: une Nouvelle Loi portant sur la coopération au développement a été voté et une stratégie et un cadre légal sont en cours d'élaboration pour l'aide humanitaire. Ceci est d'importance primordiale pour notre collaboration avec la FAO qui est un des partenaires principaux de la mise en œuvre de l'aide humanitaire belge. L'aide humanitaire devrait donc à l'avenir être apportée via 4 modalités: les projets, les programmes, le financement non affecté (*core-funding*) et les fonds flexibles, avec une attention particulière aux activités concernant des crises complexes, notamment dans le Sahel et la région des Grands Lacs.

Mesdames, Messieurs,

Pour terminer, je remercie DG Graziano da Silva et tout son équipe, pour leur engagement continu.

§§§§§§§§§§§§